

Sommaire

Documents sauvegardés • 3 documents

Le Parisien	30 octobre 2013	Une proche de l'ex-maire Nicole Goueta mise en examen	3
	Nicole Goueta a perdu une de ses proches. Sandrine Seferian qui fut son adjointe à la petite enfance et à l'environnement de 2001 à 2008 a été mise en examen ...		
Le Parisien	24 octobre 2013	La gérante poursuivie pour proxénétisme	4
	L'affaire a été traitée dans la plus grande discrétion par les policiers de la brigade de répression du proxénétisme (BRP) de la police judiciaire parisienne. Plusieurs membres d'une même ...		
Le Parisien	9 novembre 2013	Sandrine Seferian se défend	5
	Sandrine Seferian a souhaité réagir à l'article publié dans l'édition Hauts-de-Seine du journal « Le Parisien » le 30 octobre 2013, intitulé « Colombes : une proche de l'ex-maire ...		

Documents sauvegardés



© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20131030-PA-3270027

Nom de la source

Le Parisien

Mercredi 30 octobre 2013

Type de source

Presse • Journaux

Le Parisien

• p. 92_E_1

Périodicité

Quotidien

• 309 mots

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France



Une proche de l'ex-maire Nicole Goueta mise en examen

STÉPHANE SEL- LAMI ET VALÉRIE MAHAUT

Ancienne adjointe de Nicole Goueta, Sandrine Seferian, impliquée dans une affaire de proxénétisme à Colombes, quitte son équipe.

Nicole Goueta a perdu une de ses proches. Sandrine Seferian qui fut son adjointe à la petite enfance et à l'environnement de 2001 à 2008 a été mise en examen pour proxénétisme. Elle a été placée sous contrôle judiciaire tout comme deux autres membres de sa famille dont sa mère, âgée de 66 ans.

A la tête d'une agence immobilière, la sexagénaire est soupçonnée d'avoir multiplié les locations d'appartements à des travestis péruviens. Ces hommes qui s'y prostituaient devaient s'acquitter de loyers exorbitants. « Entre 6000 et 8000 en argent liquide à la signature du bail », révèle une source proche de l'affaire. Le 15 octobre, les policiers de la brigade de répression du banditisme (BRP) ont mené un coup de filet dans la famille Seferian et ses proches. Lors des différentes perquisitions aux domiciles des sept personnes suspectées dans ce dossier, ils ont saisi plus de 12000 en liquide.

Elle aurait aidé sa mère dans la gestion des locations

Tout commence en février dernier. Deux

travestis dénoncent alors les agissements de la mère qui louait des logements à Paris, Colombes et Asnières. Près d'une vingtaine d'appartements, dont certains appartenant à la gérante de l'agence immobilière via une SCI, ayant été loués dans ces conditions ont été identifiés au cours de l'enquête. Sandrine Seferian est soupçonnée d'avoir aidé sa mère dans la gestion de ces locations. Le dossier éclabousse également un actuel employé municipal. Lui-même ancien travesti, il adressait ses compatriotes à la recherche d'un logement à cette agence. Lui aussi a été mis en examen.

Cette affaire vient agiter la campagne des municipales à Colombes. Ancienne maire UMP bien décidée à reprendre son fauteuil au socialiste Philippe Sarre, Nicole Goueta se disait hier soir « surprise et choquée ». « Sandrine s'était retirée d'elle-même de la campagne. De toute façon, elle n'aurait pas pu rester dans l'équipe, commente-t-elle. Tous les membres ont signé une charte d'éthique très claire : il ne faut pas avoir de casier judiciaire et n'être impliqué dans aucune affaire en cours. » De quoi susciter un commentaire grinçant de son adversaire malheureux à la très disputée primaire



(LP/Lu.)

de l'UMP pour les municipales : « cette histoire ne fera pas du bien à la liste de Mme Goueta, réagit Lionel Rainfray. Elle qui avait fait toute sa campagne sur les valeurs de probité... »

Documents sauvegardés



© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20131024-PA-3253515

Nom de la source	Le Parisien	Jeudi 24 octobre 2013
Type de source	Presse • Journaux	Le Parisien
Périodicité	Quotidien	• p. 92_E_1
Couverture géographique	Régionale	• 291 mots
Provenance	Paris, Ile-de-France, France	



Page 92_e_1

Colombes-Asnières/les appartements étaient loués à des prix exorbitants à des travestis

La gérante poursuivie pour proxénétisme

stéphane sellami

L'affaire a été traitée dans la plus grande discrétion par les policiers de la brigade de répression du proxénétisme (BRP) de la police judiciaire parisienne. Plusieurs membres d'une même famille ont été interpellés, le 15 octobre, à l'issue d'une enquête sur un vaste réseau de proxénétisme. Marie-Claude C., 66 ans, gérante d'une agence immobilière à Colombes est soupçonnée d'avoir loué une vingtaine d'appartements à des travestis de nationalité péruvienne. Ces derniers se servaient, notamment, de ces logements pour s'y prostituer.

L'époux et les filles de Marie-Claude C. ont également été arrêtés ainsi que deux propriétaires d'appartements loués aux travestis. Mise en examen, Marie-Claude C. a finalement été remise en liberté, après avoir été placée sous contrôle judiciaire.

8000 en liquide à la signature du bail

« Cette enquête a démarré au début de l'année après le recueil des plaintes de deux travestis péruviens, révèle une source proche de l'affaire. Ces deux hommes ont alors expliqué qu'ils avaient été mis en contact avec la

gérante d'une agence immobilière qui leur proposait de louer des appartements à des prix largement supérieurs à ceux du marché. »

Selon les premières investigations, les travestis étaient obligés de verser entre 6000 et 8000 en argent liquide au moment de la signature du bail. Ils réglaient également leur loyer en liquide.

« Près d'une vingtaine d'appartements et une maison ont ainsi été loués par cette agence à des travestis, poursuit la même source. Ces logements étaient situés à Paris, à Colombes et à Asnières. Plusieurs de ces biens étaient la propriété de la gérante de cette agence, via une société civile immobilière. »

Selon nos informations, Marie-Claude C. bénéficiait de l'aide d'un ancien travesti péruvien pour entrer en contact avec de nouveaux « clients ». Identifié, cet homme, âgé de 47 ans, est actuellement employé par la mairie de Colombes. Il a également été interpellé. « Deux propriétaires d'appartements loués à des travestis ont aussi été arrêtés car ils savaient parfaitement à quoi servait leur logement, confie un proche de l'affaire. Par ailleurs, près de 13000 en argent liquide ont été saisis au cours des dif-

férentes perquisitions. Ce réseau était très bien structuré. »

Sollicitée, Marie-Claude C. n'a pas donné suite à nos appels.

Documents sauvegardés



© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20131109-PA-3299843

Nom de la source

Le Parisien

Samedi 9 novembre 2013

Type de source

Presse • Journaux

Le Parisien

Périodicité

Quotidien

• p. 92_E_2

• 166 mots

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France



Page 92_e_2

Colombes. Droit de réponse

Sandrine Seferian se défend

Sandrine Seferian a souhaité réagir à l'article publié dans l'édition Hauts-de-Seine du journal « Le Parisien » le 30 octobre 2013, intitulé « Colombes : une proche de l'ex-maire Nicole Goueta mise en examen ». « Vous avez publié dans votre journal du 30 octobre un article signé Stéphane Sellami et Valérie Mahaut, dans lequel ceux-ci font état de la mise en examen dont j'ai fait l'objet. Je regrette au préalable que les journalistes précités n'aient pas pris la peine de me contacter pour recueillir ma version des faits concernant cette affaire. J'aurais en effet eu l'occasion de rappeler que je ne suis aucunement liée, de quelque façon que ce soit, à la gestion de l'agence immobilière visée par l'information judiciaire, et que je conteste avec la plus grande énergie les faits qui me sont injustement reprochés. Il va de soi que je bénéficie - comme tout citoyen - de la présomption d'innocence, et que je ne tolérerai aucune exploitation politicienne de cette affaire, très opportunément médiatisée à quelques mois des élections municipales ».

de sa famille. Dont sa mère, à la tête d'une agence immobilière, soupçonnée d'avoir loué des appartements à des travestis péruviens qui s'y prostituaient, moyennant des loyers exorbitants.

NDLR : Sandrine Seferian, ex-adjointe (UMP) à la petite enfance, a été mise en examen et placée sous contrôle judiciaire, ainsi que deux autres membres